venables conditions d'efficacité, un département central d'Education, quand dans la constitution rien n'indique qu'il ait même le droit de l'établir?

Je comprends que chaque individu peut avoir ses préférences et se former un idéal de ce que devrait être le pays ou son régime scolaire. Cependant, si nous examinons ce qui se passe chez nos voisins, nous voyons que, dans les diverses sections territoriales de la République, les méthodes scolaires très souvent diffèrent, de même que les programmes; j'oserais dire que pratiquement la décentralisation est absolue, et il n'appert pas que le bureau d'Education qu'on nous offre comme modèle ait réussi à établir l'uniformité scolaire. Croit-on qu'au Canada il pourrait en être autrement?

Le commissaire général qu'on nommerait, quelle que fût sa compétence, aurait-il l'autorité de dicter, par exemple, ce qu'il croirait être le meilleur enseignement dans les écoles de droit, quand les lois des provinces diffèrent et que, dans la province de Québec en particulier, c'est le droit français qui prévaut?

Il y a aussi une différence considérable entre l'enseignement catholique romain et l'enseignement protestant. Comparez les high schools protestants aux collèges classiques catholiques. Serait-il loisible au commissaire en chef ou au département fédéral d'Education de remanier les méthodes de ces maisons d'éducation, de façon à les assimiler les unes aux autres et à les rendre uniformes?

Dans une question aussi compliquée, il faut nécessairement tenir compte du caractère, des tendances, des aspirations et des besoins des